

Égypte : les nouvelles organisations syndicales font part de leurs revendications à propos du projet de prêt du FMI

Geplaatst op woensdag 21 november 2012 | 



20 novembre 2012 : Alors qu'en Égypte, les négociations se poursuivent entre le gouvernement et le FMI sur une possible convention de prêt, la première envisagée depuis 20 ans, le mouvement syndical égyptien a décidé de faire connaître son point de vue en publiant une déclaration détaillée sur les négociations et sur leurs inquiétudes liées aux conditions auxquelles le prêt serait octroyé.

Le document a été préparé et publié au nom de deux nouvelles fédérations syndicales, l'Egyptian Federation of Independent Trade Unions (EFITU) et l'Egyptian democratic Labour Congress (EDLC).

Avant de préparer leur déclaration, les organisations syndicales égyptiennes ont examiné pendant deux jours les impacts du prêt du FMI et ses possibles conditions avec des économistes de la CSI. De plus, il y a dix jours, des représentants avaient rencontré la mission du FMI en Égypte pendant près trois heures.

Les syndicats se sont dits inquiets que le parlement national, dissout, ne puisse débattre et ratifier un tel prêt. Ils ont, du reste, mis en avant l'échec du gouvernement à agir en toute transparence et à consulter les organisations de la société civile à propos des négociations, et ont souligné les fortes restrictions qui continuent de peser sur la liberté syndicale. L'amélioration de la situation des droits syndicaux et de la négociation collective permettrait aussi une distribution plus juste des revenus.

Les syndicats ont exprimé le besoin de protéger intégralement les consommateurs et les travailleurs à faible revenu des changements apportés au système de subventions des combustibles, qui représenterait environ un cinquième du budget national actuel. Il faut également que des améliorations au niveau de la protection sociale et des augmentations salariales, surtout pour les personnes aux niveaux les plus bas, aient lieu en même temps que les modifications du système de subventions.

Les organisations syndicales sont intimement convaincues que l'Égypte a besoin d'un régime fiscal plus équilibré et que le pays devrait chercher à accroître ses recettes à partir des revenus plus élevés, des plus-values et des biens. Elles ont mis en garde contre d'éventuelles augmentations des taxes sur la valeur ajoutée qui pèseraient davantage sur les salariés à faible revenu. De plus, les syndicats ont souligné le besoin d'améliorer les pensions et ont marqué leur opposition à toute hausse unilatérale de l'âge de la retraite.

Les deux fédérations syndicales exigent que tout financement externe soit soumis à un contrôle indépendant pour éviter une corruption à grande échelle dans le cadre de l'utilisation des crédits étrangers comme c'était le cas à l'époque de Moubarak. Elles souhaitent par ailleurs qu'il serve avant tout à augmenter les faibles niveaux de vie de la population égyptienne. Une telle approche implique de réinvestir dans les systèmes sous-financés de la santé et de l'éducation, et reconstruire l'économie nationale pour créer des emplois décents.

La déclaration de l'EFITU et de l'EDLC (en arabe) sur les négociations avec le FMI est disponible sur le site web du Centre for Trade Union and Workers' Services

